



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL  
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS  
CLASSÉES

Arrêté du **10 JUIN 2024**

**portant mise en demeure à la société Sablière de Dessenheim  
de respecter les dispositions applicables à sa carrière de Dessenheim (68)**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment son article L.171-8-I ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 avril 2017 autorisant la société Sablière de Dessenheim à exploiter (renouvellement et extension) une carrière de sable et gravier et une installation de transit de matériaux situées à Dessenheim (68) ;

VU le rapport du 14 mai 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'article 8.5.1 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2017 susvisé précise les informations que doit contenir le plan d'exploitation de la carrière, dont font partie les aménagements écologiques ;

Considérant que le plan d'exploitation (levé par un géomètre le 10 mars 2023) ne présentait pas les aménagements pour les batraciens (les mares déconnectées du plan d'eau sur la berge sud et les flaques situées au coin Sud-Est du plan d'eau) ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :  
*« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;*

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup> :** La société Sablière de Dessenheim, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé Chemin de Dessenheim – 68127 OBERHERGHEIM, est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de sa carrière située sur le territoire de la commune de Dessenheim, (68) au lieu-dit « Buttermilch ».

**Article 2 :** Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.5.1 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2017 susvisé :

*« Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté. Sur ce plan sont reportés :*

- les dates de levés,  
(...)*
- les aménagements spécifiques de développement de la biodiversité tels qu'ils sont définis à l'arrêté d'autorisation d'exploiter (article 1.11) et au plan de remise en état final,  
(...) »*

**Article 3 :** En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le **10 JUIN 2024**

Le préfet  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

**SIGNÉ**

Christophe MAROT

**Délais et voie de recours :**

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.